

L'aide humanitaire d'urgence et la sécurité semencière : Lier le secours au développement

Une vue d'ensemble de la problématique

Louise Sperling, Tom Remington,
Jon M. Haugen et Sigrid Nagoda
(Éditeurs)



**Norwegian
Ministry
of
Foreign Affairs**

© CIAT, Cali, Colombie
Center for Tropical Agriculture/Centre international de l'agriculture tropicale

Sperling, L., T. Remington, J. M Haugen, et S. Nagoda (éditeurs). 2004. Addressing Seed Security in Disaster Response: Linking Relief with Development, Overview. Cali, Colombie: CIAT -- Centre international de l'agriculture tropicale.
URL version anglaise : <http://www.ciat.cgiar.org/africa/seeds.htm>

Sperling, L., T. Remington, J. M Haugen et S. Nagoda (éditeurs). 2005. L'aide humanitaire et la sécurité semencière : Lier le secours au développement. Une vue d'ensemble de la problématique. Cali, Colombie: CIAT – Centre international de l'agriculture tropicale
URL version française : <http://www.ciat.cgiar.org/africa/seeds.htm>.

ISBN: 958-694-071-3

Traduit de l'anglais par R. Peyra

Nous tenons à remercier le Réseau pour la sécurité des semences dans la région de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) qui, moyennant une aide financière de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), a financé la traduction de ce document.

The SADC Seed Network, through the support of the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC) is acknowledged for the translation support



Remerciements

Le présent rapport est le résultat d'une série d'évaluations détaillées menées dans sept pays africains. Nous sommes redevables à un très grand nombre de personnes d'avoir apporté leur concours à sa réalisation.

Citons tout d'abord deux groupes de bailleurs de fonds qui ont vu l'intérêt de financer un vaste programme de suivi des interventions d'urgence, et nommons leurs représentants. À l'**USAID**, nous remercions M^{me} Laura Powers de l'« Office of Foreign Disaster Assistance » et M. Eric Witte, de l'« Economic Growth and Agricultural Trade Unit », qui se sont employés sans relâche à étudier la réalité sur le terrain – et à améliorer les pratiques de l'aide d'urgence. Et de même, au **ministère des Affaires étrangères norvégien**, M^{me} Lillian Wikstrøm (Division des Affaires humanitaires) a elle aussi, témoigné d'un attachement particulier au perfectionnement de l'action humanitaire d'urgence.

Nous notons également l'honnêteté et l'énergie qu'ont manifestées un grand nombre d'agences de l'aide humanitaire en examinant les effets de leurs interventions. Nous tenons à citer en particulier les organisations suivantes : *pour l'étude du cas du Mozambique* : Save the Children États-Unis/Mozambique, le directeur de l'agriculture du District de Memba, et CARE-Mozambique ; *pour le cas étudié au Malawi* : ActionAid Malawi, Concern Universal Malawi, et CADECOM (Catholic Development Commission, partenaire du CRS au Malawi) ; *pour l'étude du cas menée au Zimbabwe* : le CRS-Zimbabwe, Save the Children Royaume-Uni/Zimbabwe, le CTDT (partenaire du CRS au Zimbabwe) et SADC– Seed Security Network (SSSN) ; *pour l'étude de cas éthiopien* : CARE-Éthiopie, CRS-Éthiopie, et FAO-Éthiopie ; *pour le cas de l'est du Kenya* : FAO-Kenya, et *pour le cas de l'ouest du Kenya*: le Centre du Kenyan Agricultural Research Institute–Kakamega et l'Organic Matter Management Network (OMMN) ; *pour l'étude du cas du Burundi* : le CRS-Burundi ; et enfin, *pour l'étude de cas menée dans l'ouest de l'Ouganda* : le CRS-Ouganda, et l'IPGRI (Institut international des ressources phylogénétiques).

De surcroît, nous tenons à remercier une série de personnes et d'institutions qui, en partageant leur expérience, ont encouragé les participants au projet à approfondir leurs recherches sur des questions précises. Nous reconnaissons ainsi les contributions particulières de Mikkel Grum (IPGRI), de Jean Claude Rubyogo (CIAT), de Trygve Berg et de Cary Fowler (NORAGRIC, Norvège), ainsi que de Paul Rossiter, David Cooper, Tom Osborn et Leslie Lipper de la FAO.

Et pour finir, nous remercions nos propres organisations, qui nous ont permis de former une alliance de collaboration quelque peu insolite, au sein de laquelle œuvraient chercheurs et praticiens de l'aide d'urgence et qui associait les compétences des centres de recherche internationaux et nationaux, ainsi que des organisations non gouvernementales. Nous sommes reconnaissants au programme CIAT-Afrique, aux antennes du CRS en Afrique de l'est et du centre, et à CARE-Norvège d'avoir facilité ce projet de collaboration.

Dédicace

Ce travail est dédié « Aux nombreux ménages agricoles qui ne semblent connaître aucun répit, mais qui, face aux catastrophes, manifestent un courage et une résilience infiniment grands ; et aux nombreuses personnes qui s'emploient à porter secours aux sinistrés – en affrontant des obstacles redoutables et s'exposant fréquemment à des risques considérables ».

Rapport de synthèse : résultats et réflexions

Louise Sperling
Tom Remington
Jon M. Haugen

Introduction

Le présent volume comprend les rapports de synthèse relatifs à huit cas d'étude qui ont été gérés par le CIAT, le CRS et CARE-Norvège dans le cadre d'un projet examinant l'aide agricole apportée, en Afrique orientale, centrale et méridionale, aux communautés sinistrées ou vivant dans des conditions de stress chronique. L'attention particulière du projet était centrée sur les systèmes de petits exploitants (voir le titre anglais « *Assisting disaster-affected and chronically stressed communities in East, Central and Southern Africa: Focus on small farmer systems.* »). Les études visaient à évaluer différentes interventions d'aide d'urgence en matière de semences, puis à associer les résultats obtenus aux données résultant de l'analyse plus globale des systèmes semenciers et de cultures. Le but final était de voir si les agriculteurs vulnérables bénéficient vraiment des interventions d'aide et si oui, comment – afin de déterminer par quelles mesures ces interventions peuvent être améliorées et adaptées aux conditions sur le terrain.

Les travaux de recherche ont eu lieu sur une période de deux ans et dans sept pays africains. Au cours de chaque étude, les fournisseurs d'aide procédaient à l'évaluation et à l'analyse de leurs expériences afin de pouvoir « appliquer toute leçon nouvellement apprise aux démarches suivantes ». C'est aux systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) et aux organisations non gouvernementales que revient l'honneur d'avoir bien voulu examiner d'un œil critique l'efficacité de leurs interventions. De même, il convient de reconnaître le mérite des bailleurs de fonds, de l'USAID/OFDA et du ministère des Affaires étrangères norvégien, qui ont encouragé la réalisation d'activités complémentaires et de contrôle, car un tel suivi des interventions d'urgence est rare.

Le Tableau 1 présente, en grandes lignes, les traits principaux des huit cas étudiés en indiquant le nom du pays où s'est déroulée l'étude, les contraintes ayant déclenché la décision de fournir une aide semencière et les types d'opérations effectuées. Il importe de noter que l'analyse des causes profondes a évolué à mesure que le travail avançait.

Le Tableau 2 cerne le sujet de plus près, en relevant pour chacun des cas, la question saillante qui a guidé les recherches sur le terrain. Ainsi dans cinq des cas, l'étude a porté sur les traits principaux des interventions déployées (par exemple, sur l'introduction de telle ou telle nouvelle variété tandis que les trois autres études ont abouti à une vue d'ensemble, au niveau du pays tout entier, de l'évolution de la pratique d'aide semencière.

Le deuxième tome relatif au projet contient les résumés de ces huit cas qui présentent les données et conclusions relevant d'interventions et de contextes précis. Dans ce document introductif, nous prenons un peu de recul pour réfléchir sur les conclusions générales que nous avons tirées de l'expérience unique que nous avons vécue – celle d'avoir pu étudier la pratique de l'aide semencière dans différents pays, en réponse à différentes pressions, avec des interventions diverses répondant aux différentes pressions et effectuées dans des différents types de systèmes semenciers.

Tableau 1. Principaux Descripteurs du Projet CIAT/CRS/CARE-Norvège

Descripteurs utilisés dans les cas étudiés	Contenu
Pays	Burundi ; Éthiopie ; Kenya ; Malawi ; Mozambique ; Ouganda ; Zimbabwe
Contraintes/pressions déclenchant la crise	Sécheresse ; conflits armés ; inondations ; maladies des cultures (leur dépérissement) ; mauvaise économie politique
Interventions	Distribution directe de semences (DDS) Foire semencière et bons d'achat de semences (FS&BAS) Kits de démarrage et distribution ciblée d'intrants agricoles Système de multiplication et de distribution de semences au niveau local Introduction de nouvelles variétés
Cultures principales	Maïs, haricot, manioc, sorgho, riz, mil, niébé, bananier, patate douce Et encore : blé, orge, vanille, cacao

Tableau 2. Le projet CIAT/CRS/CARE-Norvège : questions clés

Région/province spécifique	Question centrale déterminant la recherche
L'analyse de formes d'intervention précises	
L'est du Kenya	La distribution directe de semences et les foires semencières et bon d'achats de semences : quel est le rapport coût-efficacité de chacune de ces interventions ?
Le nord du Burundi	Les foires semencières et bons d'achats de semences, et le rôle des commerçants : à qui profitent ces interventions ?
L'ouest de l'Ouganda	Les bons d'achat de semences et les foires semencières : ces interventions donnent-elles lieu à de véritables gains au niveau de la diversité des cultures ?
L'ouest du Kenya	L'introduction de nouvelles variétés (espèces autogames) en période de dépérissement d'une culture : les groupes de paysans-multiplicateurs informels diffusent-ils les semences de bonne qualité ? le font-ils rapidement ?
Le nord du Mozambique	L'introduction de variétés nouvelles en période de dépérissement d'une culture : est-ce que la propagation de matériel végétatif peut entraîner des problèmes spéciaux ?
Aperçu global de l'aide semencière d'urgence et évolution des pratiques	
Malawi	Distribution directe de semences (DDS) Foire semencière et bons d'achat de semences (FS&BAS) Kits de démarrage et distribution ciblée d'intrants agricoles Système de multiplication et de distribution de semences au niveau local
Éthiopie	Distribution directe de semences/achat de semences sur marchés locaux
Zimbabwe	Distribution directe de semences

Conclusions générales: des systèmes semenciers en état de stress

Des actions d'urgence « aiguës » menées dans des contextes de stress chronique

Dans six des huit cas étudiés, les interventions d'aide semencière d'urgence avaient été menées pour remédier à des situations de crise perçues comme étant « aiguës ». Autrement dit, on présumait que l'insécurité semencière résultait d'*événements bien précis, de courte durée*, ayant affligé une partie importante de la population, alors qu'une analyse plus approfondie a révélé que, dans chacun des six cas, les problèmes relevaient de facteurs plutôt chroniques et systémiques, tels une productivité décroissante, des contraintes liées au déficit hydrique (pluviométrie insuffisante) des troubles/guerres civils continus, soit encore des politiques économiques inadéquates.

Les deux autres cas, tous deux caractérisés par un problème lié aux maladies des cultures (chute de rendement du haricot dans l'ouest du Kenya, et du manioc dans le nord du Mozambique) étaient les seuls où des évaluations effectuées au préalable (ou diagnostics) avaient permis de comprendre que la « survenue subite » était en fait une conséquence de pressions qui minaient, depuis plus longtemps déjà, le système tout entier – pressions biotiques, abiotiques ou économiques, telles que les ravages croissants d'une maladie de culture ; un manque de rotation des cultures ; une diminution progressive des exploitations agricoles familiales.

Une solution d'urgence appliquée à une situation de stress chronique ne résout pas le problème du système semencier en soi et peut entraîner des demandes d'assistance maintes fois répétées. En outre, les effets d'une telle mesure d'urgence ne sont pas neutres (il peut même y avoir des répercussions négatives). En effet, lors d'une deuxième et troisième répétition de l'aide semencière, il faut compter avec une situation changée par rapport aux besoins originaux (critiques). Nous disposons de plus en plus de preuves – générées par nos études comme par d'autres travaux de recherche – que la distribution répétée de semences de secours fausse les stratégies d'achat de semences des agriculteurs (cf. le cas du Malawi présenté dans ce volume et le cas du Kenya, Sperling, 2002) ; que, de plus, elle affaiblit le fonctionnement des marchés locaux de semences/graines (le cas du Burundi ci-inclus) et qu'elle peut même enrayer le développement de systèmes d'approvisionnement en semences à caractère plus commercial (voir l'étude sur le Zimbabwe ci-incluse, ainsi que Tripp et Rohrbach, 2001).

Ainsi, le secours immédiat à répétition n'est pas sans risque, en particulier pour les agriculteurs vulnérables, pour les marchands de graines locaux et régionaux, et pour les entrepreneurs privés.

Le recours chronique aux distributions d'urgence favorise l'émergence d'un système de semences de secours

La distribution de semences de secours a lieu dans de nombreux pays : pendant une saison, deux, trois, et au-delà. La livraison d'aide semencière devient en soi une activité « chronique ». Le Tableau 3 récapitule le nombre d'interventions d'aide semencière dont ont bénéficié plusieurs pays étudiés : les données ont été recueillies dans des documents publics (gouvernementaux), dans des rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) et auprès des distributeurs travaillant sur le terrain.

Il semble y avoir peu de freins à cette forme d'assistance (si ce n'est simplement que les fonds viennent à manquer ?) et aucune stratégie de suspension intentionnelle des distributions n'a été élaborée.

Tableau 3. L'aide semencière chronique : distributions suivies

Pays	Distributions de semences de secours
Burundi	22 saisons depuis 1995
Est du Kenya	1992/93, 1995/97, 2000/02, 2004
Éthiopie	Aide alimentaire – 22 années depuis 1983/84 Aide semencière intermittente durant la même période
Malawi	Au moins 9 saisons depuis 1992
Zimbabwe	Pratiquement sans interruption depuis 1991 : aide alimentaire, aide semencière, ou les deux à la fois.

L'émergence d'un système d'aide semencière chronique ouvre sans doute d'excellentes perspectives à ceux qui, entrepreneurs motivés, se font une spécialité de livrer rapidement les semences d'un petit éventail de cultures. Elle a de plus favorisé la création d'un système semencier distinct qui se fonde sur les interventions d'aide agricole, à savoir un « système de semences de secours » (voir les études de cas menées en Éthiopie et au Zimbabwe). Ces systèmes semenciers alimentés par l'aide d'urgence sont créés pour aider les communautés paysannes victimes de catastrophes. Ils reflètent la supposition que d'autres mécanismes de distribution (au sein des systèmes semenciers tant formels qu'informels) ne fonctionnent pas.

Les systèmes de semences de secours ont évolué de manière dramatique et différente dans divers pays africains, or leur ascension a en tous lieux été rapide et régulière. Deux types fondamentaux se distinguent. D'une part, on trouve au Kenya, au Zimbabwe et au Malawi, des systèmes qui s'appuient sur une base commerciale. Cela s'explique par l'importance du maïs en tant que culture commerciale et par la dominance de cette culture sur le marché semencier. Dans les pays qui n'ont pas de secteur semencier commercial basé sur le maïs (comme le Burundi), ou bien qui, comme l'Éthiopie, occupent un créneau commercial, les agences donatrices et humanitaires ont de tous temps compté sur le système semencier paysan pour l'obtention des semences qu'elles redistribuent en situation d'urgence. Le fonctionnement de ces systèmes présume une simple succession de faits : une fois la catastrophe déclarée, on suppose qu'il y a un besoin de semences, et une chaîne bien établie de fournisseurs se met en branle.

En l'absence d'un diagnostic, une pénurie présumée de semences déclenche une aide semencière d'urgence

Aujourd'hui, dans la documentation sur les catastrophes et l'aide d'urgence, la constatation qu'un système semencier n'a fait l'objet d'aucune analyse diagnostique n'a plus rien d'exceptionnel (Sperling et Cooper, 2003). Sur le terrain, l'une ou l'autre des quatre stratégies suivantes est utilisée pour « évaluer » la sécurité semencière, mais aucune de ces stratégies n'est suffisamment juste ou opportune pour bien diagnostiquer la situation des populations vulnérables :

Aucune évaluation n'a lieu – et l'on présume qu'il y a un besoin de semences.

On procède à l'évaluation de la sécurité alimentaire – et l'on présume qu'il y a un besoin de semences.

On mesure la chute de la production d'une culture donnée – et l'on présume qu'il y a un besoin de semences.

On étudie longuement des systèmes d'exploitation et de production rurale – pour ensuite procéder à l'analyse des résultats et la rédaction de rapports – or tout cela se fait après la distribution de semences de secours !

Sur l'ensemble des cas présentés dans ce document, deux seulement font état de la réalisation d'un diagnostic ou d'une analyse du problème. Toutes deux dictées par les besoins des chercheurs, ces évaluations s'inscrivaient dans le cadre de l'analyse des causes d'une détérioration progressive de cultures causée par des maladies et d'autres facteurs exerçant des contraintes sur le système d'exploitation.

À défaut d'évaluations des besoins, la tendance a été de présumer des pénuries de semences. Voilà ce qui s'est produit à la suite d'un grand nombre de catastrophes, depuis les débuts de l'aide semencière.

Les exemples suivants, tirés de deux sources d'informations concrètes qui représentent des points de vue très différents, illustrent bien que présumer sans plus de réflexion qu'il y a un déficit semencier peut être tout à fait erroné.

1. Un nombre croissant d'études a permis d'établir de quelles sources les agriculteurs « victimes de catastrophes » ont obtenu les semences qu'ils ont plantées – dans les zones de distribution de semences de secours. Les données précises (se rapportant à des échantillons relativement grands) qui sont présentées au Tableau 4 montrent que, dans les situations concernées, une quantité relativement modeste des graines semées provenait des agences d'aide agricole d'urgence (quantité qui variait en fonction de la culture et du contexte). Autrement dit, les agriculteurs, tout en faisant la queue pour bénéficier de l'aide semencière gratuite, s'approvisionnaient auprès de sources non humanitaires pour la plus grande partie de leurs semences.

Tableau 4. Place des semences de secours par rapport à l'approvisionnement en semences total pendant les périodes de catastrophe.

Contexte	Culture	% graines semées obtenu des livreurs d'aide	Source
Zimbabwe/sécheresse /instabilité politique /2003)	Mil perlé	12 *	Bramel et Remington (dans ce rapport)
Rwanda/guerre/1995	Haricots	28 **	Sperling, 1997
Kenya/sécheresse/1997	Maïs	11	Sperling, 2002
Somalie/sécheresse/2000	Sorgho	10–17 *	Longley et al., 2001
Somalie/sécheresse/2003	Maïs	3	Longley et al., 2001

* Ce chiffre inclue les semences livrées par les ONG et le gouvernement pendant la période de stress, dont certaines ont peut-être été qualifiées de « semences de secours ». En temps « normaux », les agriculteurs ne se procurent que 5 % de leurs semences de mil en s'adressant à ces distributeurs.

** Le chiffre 28 % correspond à la première distribution de semences, deux mois après l'arrêt des combats. Une deuxième distribution d'aide eut lieu en préparation de la saison suivante. En janvier 1996, 6 % seulement des semences de haricots semés provenaient des agences d'aide.

2. Le projet a également étudié les possibilités d'approvisionnement auprès des commerçants de semences/graines locaux, fournisseurs de semences potentiels en période de crise. Au Burundi, pays bénéficiant d'une assistance semencière depuis 1995, 41 commerçants ont fait état de leurs expériences en matière d'obtention de semences pendant les dix dernières années caractérisées par des périodes de sécheresse et de guerre. Selon 78 % des personnes

interrogées, il n'y avait jamais eu de problème d'approvisionnement. Les autres (22 %) ont fourni des réponses plus nuancées ; une seule personne (la réponse « a » ci-dessous) a laissé entendre qu'à un moment précis, il y avait eu un manque total (voir l'étude de cas sur le Burundi, dans ce volume).

Récapitulation des réponses :

- a. une seule fois – pendant la guerre de 1993/1994 – lorsque tout le monde était en fuite (n=1) ;
- b. en 1993, lorsque les ONG urgentistes avaient acheté l'ensemble des stocks de semences ;
- c. au moment des « événements » : il y avait des semences au Rwanda (à 30 km de distance) mais « ma bicyclette était tombée en panne » ;
- d. le prix élevé constituait l'obstacle.

Ces observations font ressortir la relativité de la notion de « disponibilité » en montrant qu'elle est surtout fonction des moyens dont dispose le commerçant interrogé. Ainsi ceux qui se procurent des semences en se déplaçant à bicyclette et qui ont de faibles marges commerciales, ont une vue de la situation différente de celle des commerçants disposant de gros camions et pouvant traverser les frontières sans difficulté.

Les responsables du Projet ont engagé les services d'un important marchand de denrées alimentaires en lui demandant de dresser le bilan des provisions de semences disponibles dans l'est du Kenya – région où le Gouvernement et les ONG ont distribué des semences gratuites à une échelle impressionnante (et ce pour la seconde saison de 2004). Cette évaluation du cas kenyan semble aboutir à des conclusions comparables à celles de l'analyse burundaise, à savoir qu'il y a abondance de semences dans les circuits de distribution locaux. Dans le cadre de l'étude kenyane, le Projet a chargé le négociant de constituer une liste de vérification en vue d'évaluer le fonctionnement des marchés (y compris la disponibilité de semences) en appliquant des critères professionnels.

Somme toute, en termes d'évaluation, ces études fondées sur l'expérience pratique montrent que dans une multiplicité de contextes (par exemple, sécheresse, conflit civil, ou les deux à la fois), les agriculteurs sont parvenus à obtenir la plus grande partie de leurs semences en s'adressant à des distributeurs locaux. De surcroît, plusieurs évaluations de commerçants ont confirmé la présence de grandes réserves de semences – ce pendant des périodes d'aide humanitaire. Nous soulignons une fois de plus la relativité de la notion de disponibilité : le ravitaillement en semences dépend en grande partie des moyens dont disposent les commerçants opérant dans une région donnée – leurs marges commerciales, leurs moyens de transports, et les réseaux de distribution auxquels ils peuvent s'adresser.

Jusqu'à présent l'on n'a relevé que deux types de contextes où l'approvisionnement en semences dans une région sinistrée peut effectivement constituer un obstacle fondamental. Dans le premier cas, les semences ou variétés locales ne sont plus adaptées aux conditions culturelles changées sous l'effet de pressions biotiques et abiotiques (voir, dans ce volume, l'exemple les maladies de pourriture racinaire du haricot, dans l'ouest du Kenya ainsi que le cas de mosaïque brune du manioc dans le nord du Mozambique). Et encore ! Les puristes diront peut-être que le problème se situe au niveau de la qualité de la semence et ne concerne pas des quantités disponibles. Il n'en est pas moins vrai que les paysans n'avaient plus rien à semer qui leur donnerait une culture saine.

Le deuxième cas se rapporte à des situations marquées à la fois par des récoltes gravement insuffisantes et des marchés locaux sous-développés, ne pouvant assurer des livraisons normales de semences et de matériels de plantation. En considérant le problème sous cet angle de la disponibilité combinée à un échec des marchés, il peut être utile de faire la part du spatial et du

temporel dans ce qui influe sur la disponibilité, en distinguant également ce qui ne relève ni de l'un ni d'autre. La recherche des causes profondes des situations de déficience devrait encourager les praticiens de l'aide agricole à changer d'approche, en concentrant désormais leur attention sur le renforcement des systèmes semenciers plutôt que sur la distribution de semences.

La stabilité des systèmes semenciers s'appuie sur la présence des marchés de semences/graines

Plus elle est détaillée, plus l'étude des systèmes semenciers fait ressortir le rôle central que jouent les marchés de semences/graines locaux dans la promotion de la sécurité semencière. L'analyse des données recueillies sur le terrain débouche sur les diverses conclusions suivantes :

1. Les semences obtenues sur les marchés (en particulier les semences d'espèces autogames et de céréales, en général, à l'exception du maïs) constituent la base fondamentale de la sécurité semencière des agriculteurs, surtout des paysans les plus vulnérables – voir dans ce volume les cas du Burundi, du Zimbabwe et de l'est du Kenya; voir également l'exemple du Rwanda (Sperling, 1977) et du ouest du Kenya (Sperling, 2002).
2. Les marchés locaux de graines, source d'approvisionnement en semences, se sont révélés plus solides qu'on ne s'y attendait en période de catastrophes ; des résultats d'analyses montrent en effet qu'ils ont continué de fonctionner tant dans des situations de conflit armé (voir le cas du Burundi) que pendant des périodes de sécheresses ou d'inondations.
3. Dans la plupart des cas, les agriculteurs estiment que les semences achetées au marché sont de qualité génétique acceptable, puisqu'elles proviennent de contextes agro-écologiques environnants.
4. Chose étonnante, il s'avère possible de contrôler en partie la qualité physiologique et phytosanitaire des semences achetées sur les marchés locaux (ce, par l'achat auprès de fournisseurs connus et par un triage rigoureux des semences fermières). Des analyses effectuées en laboratoire sur des semences achetées au marché (pour examiner la pureté, la santé, et la germination des graines) démontrent que leur niveau qualitatif est acceptable. En admettant que cela ne signifie pas que toutes les semences vendues sur les marchés sont de bonne qualité, ces résultats établissent néanmoins que le cas contraire ne constitue pas non plus une vérité universelle : « semences obtenues sur le marché » n'égale pas forcément « semences de qualité inférieure ».
5. En ce qui concerne les variétés issues de croisement libre (*open-pollinated varieties*) les espèces pures, les marchés locaux de semences/graines s'avèrent importants pour la mise en circulation de variétés nouvelles, c'est-à-dire du matériel génétique nouveau réalisé au sein de systèmes de recherches officiels. En fait, il semble que pour certains types de cultures, les marchés locaux propagent des variétés nouvelles avec plus d'efficacité que les circuits de distribution officiels.
6. Les marchés se sont révélés utiles en tant que moyen de redonner accès à certaines semences de types désirés, et dans les quantités voulues, qui pendant une période de stress, avaient disparu ou bien avaient été temporairement abandonnées.

Les marchés de semences et de graines revêtent une importance cruciale pour la stabilité – et la résilience – des systèmes semenciers. Pour cette raison – et c'est là une des principales conclusions que nous avons tirées de nos études – il est impératif de veiller à ce que leur rôle stratégique soit soutenu et renforcé durant les périodes qui succèdent à des événements stressants,

et non pas diminué et affaibli. Ces marchés constituent en effet le pivot central de la sécurité semencière, bénéficiant tout particulièrement aux populations vulnérables.

Les systèmes semenciers ne manquent pas de « résilience » – à moins qu'il y ait dépérissement total d'une culture ou d'une variété

Il y a lieu de penser que la résilience – l'endurance et le ressort dont font preuve les systèmes semenciers en milieu paysan, suite à une période de stress – constitue la règle plutôt que l'exception. Dans ce contexte, on entend par « résilience » la capacité des mécanismes de distribution à fournir *sans interruption* des semences et des variétés, que les agriculteurs estiment être de qualité acceptable et qui, une fois semées, vont pousser et se développer. En outre, les analyses relatives à la diversité variétale ont permis de constater que les grandes variétés ne se perdent pas en général – ni en période de sécheresse, ni en temps de guerre, ni même suite à certains cas d'inondation (voir Ferguson, 2003).

Il existe cependant d'importantes exceptions à cette observation sur la résilience des systèmes de semences. En effet, là où il y a dépérissement de cultures – lorsque des variétés locales cessent d'être performantes sous l'effet de pressions de trop grande ampleur (le plus souvent des maladies, ou bien un déclin de la fertilité du sol) –, les systèmes locaux n'ont parfois pas la capacité de s'approvisionner en matériel végétal nouveau. Une aide de l'extérieur peut alors être capitale, notamment dans les cas où il s'agit d'espèces à multiplication végétative (telles le manioc, la patate douce) qui constituent de plus la base de la sécurité alimentaire. Le problème causé vers la fin des années 1980 par le virus de la mosaïque du manioc, en Afrique occidentale et centrale illustre bien la nécessité d'une telle assistance.

Des critères qualitatifs inadéquats entraînent une accentuation trop forte de l'aspect « santé », au détriment de la qualité génétique

Les préoccupations relatives à la qualité semencière déterminent en grande partie les modalités de l'aide semencière et des transferts de matériels semenciers. S'agissant de l'achat de semences d'urgence, le débat se concentre le plus souvent sur la question de certification ou non-certification des semences (comme de nombreux bailleurs de fond n'autorisent l'achat de semences que si la qualité a fait l'objet d'une vérification officielle). Or sous l'influence d'une vue stéréotypée de ce qui constitue « qualité », la tendance est de considérer des semences certifiées et produites par le secteur officiel comme synonymes de semences saines, ayant un pouvoir germinatif élevé, tandis qu'un jugement bien moins favorable est porté sur les semences produites dans les fermes ou bien obtenues sur les marchés locaux : celles-ci sont stéréotypées « de qualité généralement faible ». Or nos analyses ont montré que ces étiquettes sont souvent trompeuses. Il arrive que la semence obtenue par le biais du réseau officiel ne corresponde pas qualitativement à la description fournie dans le message publicitaire (voir le cas du Kenya de l'ouest présenté dans ce volume). De manière générale, la qualité des semences de secours est très variable, en termes de santé et de vigueur génétique, (voir le cas du Kenya de l'est). Par contre des résultats d'analyses effectuées en laboratoire ont confirmé « objectivement » la bonne qualité de maintes semences produites par des paysans-multiplicateurs ou disponibles sur les marchés (voir le cas du Kenya occidental).

Certaines interventions d'urgence prévoient déjà des mesures spéciales d'évaluation de la qualité semencière, qui consistent à examiner chaque site individuellement : l'instauration de comités de contrôle lors des foires semencières et la distribution des bons d'achat en constituent des exemples. Il est certain que d'autres mécanismes pourront de même contribuer à renforcer le respect des normes de qualité acceptable. À tout le moins, il faut aspirer à ce que les semences offertes par le

biais de l'aide semencière d'urgence soient qualitativement égales ou supérieures à celles que sèment les agriculteurs en temps normaux.

La priorité accordée à l'aspect « santé des graines » dans l'évaluation « qualitative » des semences a détourné l'attention d'exigences qualitatives probablement bien plus importantes. Il s'agit de la nécessité de veiller à ce que les semences proposées aux agriculteurs soient, pour le moins, adaptées aux conditions de stress locales et qu'elles présentent des caractéristiques agronomiques communément acceptables. C'est curieux que, dans la pratique, les fournisseurs d'aide d'urgence n'aient accordé qu'une attention secondaire à l'aspect génétique de la qualité (la qualité variétale). Ils semblent présumer que les variétés issues de la recherche formelle, ou bien vendues par les entreprises semencières commerciales, « feront l'affaire » – qu'elles aient été sélectionnées (ou non) pour les régions affligées auxquelles elles sont destinées, ou choisies en fonction des pratiques de gestion culturale des agriculteurs bénéficiaires.

Dans le meilleur des cas, la qualité génétique proposée sera adaptée aux contraintes anticipées des terres affligées : par exemple, une précocité est nécessaire là où les populations risquent la famine, et une résistance à des maladies spécifiques est requise sur les terroirs connus pour leurs caractéristiques pathogéniques.

Les interventions : résultats et conclusions spécifiques

Quittons à présent ce tour d'horizon de la problématique des systèmes semenciers, pour résumer dans la section qui suit, les principaux résultats de nos recherches sur différents types d'opérations de renforcement des systèmes semenciers.

Les modèles d'une aide semencière fournie « par défaut » : de la DDS aux SMSL

On dispose actuellement d'un nombre limité de modèles d'interventions destinées à soutenir les systèmes semenciers en état de stress. Les diagnostics étant, nous l'avons vu, au mieux minimes ou superficiels, l'aide semencière se déroule selon des modèles d'intervention bien établis (voir les cas du Malawi, du Zimbabwe et de l'Éthiopie présentés dans ce volume). Au moment de la crise même, les institutions optent par défaut pour la distribution directe de semences (DDS). Pendant la période de restauration, elles se tournent par défaut vers les systèmes de multiplication de semences au niveau local (SMSL). L'assistance portée aux systèmes semenciers se définit ainsi en termes d'« options par défaut ». Les praticiens de l'aide proposent des interventions qu'ils se sentent capables de mettre en œuvre, mais ces interventions ne sont pas forcément celles qui répondent aux besoins des contextes concernés.

DDS – FS&BAS : une comparaison abusive

La capacité de réaliser différentes sortes d'interventions a creusé un fossé entre les professionnels. Ceux pour qui l'assistance doit dépasser la simple fourniture de semences et d'outils organisent des foires semencières (FS) et distribuent des bons d'achat de semences (BAS), tandis que la démarche « semence et outils » aujourd'hui re-baptisée « distribution directe de semences (DDS) » demeure encore l'activité fondamentale de l'aide semencière.

Pour les adhérents de la distribution directe de semences (DDS), tout se ramène à une question de semences – rien de plus, ni de moins. Ils partent de l'idée qu'il y a pénurie de semences et orchestrent un transfert immédiat. S'ils sont efficaces, ils réussissent à livrer une multiplicité de variétés et de cultures à un grand nombre de bénéficiaires – et en temps opportun pour les semis. En soi, l'approche DDS n'est ni bonne, ni mauvaise.

À première vue, la démarche « FS & BAS » est axée sur les semences et implique, elle aussi, des transferts de ressources semencières. Or l'hypothèse fondamentale sur laquelle s'articulent les activités FS & BAS est centrée sur la question d'« accès » ; elle pose même, en termes plus explicites, qu'il n'existe pas de problème de disponibilité dans les zones sinistrées.

Un examen plus approfondi des deux démarches révèle cependant que l'on a avancé une comparaison abusive. S'il est vrai que dans les deux cas les semences constituent le thème le plus manifeste, la démarche FS&BAS vise néanmoins à réaliser une série bien plus importante d'objectifs très différents (voir les études de cas présentées dans ce volume qui ont été conduites dans le Kenya de l'est, au Burundi, et dans l'ouest de l'Ouganda). Le but des FS&BAS est de développer et de revigorer des systèmes semenciers locaux affaiblis, et aussi de relancer les économies de marché locales en période d'instabilité potentielle. En renforçant les systèmes locaux axés sur l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, les foires semencières et les distributions de bons d'achat de semences préparent *de facto* le terrain pour un retrait progressif par rapport à l'aide extérieure ; elles permettent d'associer, dès la phase initiale d'une crise, l'apport de l'aide d'urgence à des objectifs de développement.

Le perfectionnement des FS & BAS – grâce (uniquement) au suivi

Au cours des études de cas, un scrutin plus poussé de trois aspects des FS et BAS a conduit à des idées et des vues auxquelles on ne s'attendait pas, ce uniquement par la réalisation d'activités de suivi.

Les FS et BAS ne favorisent pas obligatoirement l'agro-biodiversité

Contrairement aux attentes, la démarche fondée sur les FS et BAS ne contribue pas a priori à une augmentation de la diversité variétale et végétale – mais les systèmes n'ont pas non plus été affaiblis. La diversité présentée lors d'une foire semencière reflète rarement tout l'éventail de matériels disponibles dans le système d'exploitation (certains produits demeurent à la ferme et les commerçants ne s'intéressent pas à promouvoir des variétés moins demandées). Par ailleurs, les agriculteurs, eux non plus, ne s'intéressent pas forcément à toute la diversité étalée : certains cherchent à satisfaire avant tout leurs besoins essentiels, bien avant de considérer leurs besoins facultatifs. Du côté de l'offre, il serait sans doute possible de stimuler l'achat d'une plus grande diversité si l'on encourageait les commerçants et les marchands de semences à élargir leur choix d'offre – en introduisant des mesures incitatives (des primes ? ou de modestes subventions en récompense de la promotion de variétés diverses et nouvelles ?). Quant à la demande, elle aussi, pourrait être stimulée : en renseignant les agriculteurs plus adéquatement sur les produits proposés et en leur proposant de petits échantillons d'essai. Tôt ou tard, il faudra s'employer à stimuler la demande par des mesures stratégiques, surtout si l'on envisage de transformer les FS et BAS en foires innovatrices et axées sur les moyens d'existence. Les FS&BAS pourraient alors servir de lieux de rencontre importants et propices à la diffusion de nouvelles variétés et de nouvelles techniques de gestion, ou encore de produits issus d'entreprises agricoles. Certaines foires servent déjà à introduire des intrants non-semenciers (comme dans le cas des foires d'intrants commerciaux du Mozambique, par exemple).

Les commerçants bénéficient des activités FS&BAS mais sans que ce soit au dépens des agriculteurs

Malgré l'échelle réduite des échanges commerciaux, les foires semencières attirent souvent des commerçants des localités avoisinantes ; ceux-ci remplissent une fonction clé en favorisant la mise en circulation d'argent en espèces et en stimulant par là l'économie locale, souvent affaiblie.

Il est clair que FS&BAS profitent aux commerçants : à noter que ce profit vient s'ajouter aux bénéfiques qu'en tirent également les acheteurs ; il ne fait pas de tort à ces derniers. Au Burundi, ceux qui vendaient leurs semences aux foires semencières représentaient généralement une classe de commerçants spécialisés, et la tendance était clairement à une prédominance féminine (il est difficile pour les femmes de posséder des terres). Dans l'ouest de l'Ouganda, les commerçants étaient généralement des marchands de semences, le plus souvent des agriculteurs à plein temps.

Les commerçants tirent donc profit des foires, principalement pour les raisons suivantes : (a) ils sont payés en espèces et sur-le-champ (au lieu d'avoir à consentir des crédits) ; (b) le volume de leurs affaires quotidiennes est élevé et (c) les prix auxquels ils vendent leurs semences sont légèrement plus élevés qu'en vente libre.

Comme les commerçants sont généralement des gens du pays, les fonds investis dans leurs affaires favorisent également l'économie locale ; on observe par exemple que les recettes des foires semencières au Burundi sont réinvesties, notamment dans des activités commerciales (y compris sous forme de crédits).

Il semble donc qu'en cherchant à faire bénéficier aussi bien les agriculteurs et les commerçants, on réalise une situation où tous sont gagnants. Or à mesure que l'échelle des FS&BAS s'agrandit, un examen plus approfondi des bénéfices relatifs s'impose.

Les analyses coût-efficacité ne sont pas concluantes

Plusieurs analyses du rapport coût-efficacité ont été effectuées pour comparer les approches DDS et FS&BAS, or les résultats obtenus ne sont pas concluants. Il faut tenir compte de l'échelle à laquelle les activités ont été mise en oeuvre et leur façon d'évoluer à travers le temps (on note ainsi une baisse des coûts du renforcement des capacités à mesure que « des démarches relativement peu connues » deviennent familières). En examinant la rentabilité des démarches, on note que la différence la plus importante se situe moins au niveau des effets directs qu'à celui des effets secondaires, au niveau des systèmes semenciers et économiques et des conditions de vie. En termes « purement de semences », les FS&BAS donnent accès à une plus grande diversité et, chose importante, elles offrent aux agriculteurs la possibilité de choisir parmi les diverses variétés présentées – leur permettant ainsi de sélectionner celles qui sont bien adaptées aux contraintes spécifiques de leur situation.

Les nouvelles variétés peuvent, de toute évidence, jouer un rôle clé en situation de crise, mais les mécanismes de diffusion de semences méritent une attention tout aussi grande

En périodes de crise, l'introduction de nouvelles variétés peut contribuer grandement à augmenter la production et rétablir la stabilité. Or les études de cas montrent que pour breveter du matériel variétal nouveau, l'évaluation des variétés doit s'accompagner de décisions sur les points essentiels suivants :

L'importance d'un « panier de variétés »

Il faut en effet pouvoir proposer un éventail de variétés à l'acheteur – d'autant plus qu'il se trouve dans un contexte caractérisé par des conditions de stress. Dans l'ouest du Kenya tout comme au nord du Mozambique, c'est grâce à la variété des options que les agriculteurs ont pu parer à des pertes de cultures futures, en évitant celles qui perdraient leur résistance aux maladies.

« Nouveau » n'équivaut pas toujours « bon »

Tout ce qui est nouveau n'est pas par définition bon. Les hybrides de maïs, en particulier, sont fréquemment promus comme des solutions nouvelles, dans des contextes de stress. Or en tant qu'intrants de secours, ils donnent des résultats très inégaux (voir les cas du Kenya, du Zimbabwe, de l'Éthiopie et du Malawi). Cette constatation souligne l'importance d'une stratégie visant à bien peser le pour et le contre de toute nouvelle variété, surtout si les bénéficiaires ne choisissent pas en personne l'option d'aide d'urgence qui leur sera apportée.

Le choix des mécanismes de distribution est crucial pour assurer l'impact d'une nouvelle variété

Du point de vue de l'impact escompté, il peut être tout aussi important d'opérer un bon choix parmi les différents mécanismes de diffusion des variétés nouvelles (circuits formels et informels, marchés, groupements de paysans, etc.) que de garantir la bonne qualité du produit distribué. Sur le plan stratégique, c'est une bonne idée de s'appuyer sur des mécanismes qui permettent aux produits de circuler rapidement, dans toutes les directions et à peu de frais. Les analyses de cas spécifiques ont abouti à des résultats peu impressionnants pour les cas où la distribution s'effectuait par le biais de groupes informels de paysans-multiplicateurs de semences, tandis la diffusion assurée par les commerçants locaux en semences/graines était remarquablement efficace. Tout comme il faut accorder une attention prioritaire aux mécanismes de diffusion, il est recommandé de s'occuper – en parallèle – des différents modèles de production de semences que l'on trouve actuellement partout en Afrique (dont les groupements d'exploitants multiplicateurs constituent un exemple). En effet, pour assurer que les populations vulnérables puissent bénéficier de ces modèles, il faut prévoir, dès la phase de conception, une composante vulgarisation qui soit explicitement orientée sur l'impact.

Plusieurs cas étudiés ont montré que les variétés nouvelles peuvent en elles-mêmes avoir un impact important dans des conditions précises de stress. La recherche doit néanmoins accélérer son rythme d'élaboration de méthodes et d'outils nouveaux si elle veut devenir un partenaire fiable sur la scène de l'aide apportée aux régions sinistrées ou en crise.

La sécurité semencière : Faire reculer les limites de l'aide d'urgence

Les étapes à suivre en vue d'augmenter l'efficacité des interventions d'aide semencière semblent relativement simples, et réalisables d'ici cinq ans. Elles reposent sur une combinaison de stratégies positives : (a) la promotion d'évaluations réelles dans le cadre d'un apprentissage expérientiel de manière pouvoir perfectionner les modes d'application actuelles ; (b) l'élargissement du choix de réponses adaptées – en testant à moindres risques des cas hypothétiques et en renforçant les capacités existantes ; (c) en favorisant l'évaluation de la sécurité du système semencier concerné dès avant le lancement d'une intervention (ceci encouragera de plus le perfectionnement des méthodes et des outils) ; et (d) en élaborant des stratégies d'urgence qui tiennent compte de la présence de pressions chroniques. Enfin, une condition de base du progrès est la reconnaissance que « refaire la même chose » – par exemple, répéter l'approche DDS ou FS&BAS – peut ne pas conduire à la réalisation des objectifs humanitaires escomptés. La plupart des recommandations présentées ci-après prônent l'abandon du recours immédiat et mécanique à des mesures d'urgence toutes faites et favorisent le choix d'interventions ... dont les opérateurs mêmes comprennent mieux ce qu'ils font, y compris le pourquoi de leurs actions.

L'évaluation des interventions d'aide

L'aide semencière d'urgence a pris bien de l'ampleur depuis son introduction, il y a environ 15 ans, en tant que complément de l'aide alimentaire. Compte tenu (a) de son envergure impressionnante, (b) de la remarque selon laquelle l'aide semencière est devenue répétitive, et (c) des indications que l'aide produit des effets négatifs aussi bien que positifs, il est recommandé de prévoir des programmes d'évaluation qui tiennent compte de la multiplicité des contextes. En effet des évaluations superficielles (par exemple, le comptage rapide des quantités de semences distribuées à un nombre x d'exploitants) ne servent en fait que de listes de contrôle pour confirmer aux opérateurs de l'aide même « qu'ils se sont bien acquittés de leur tâche ». De bonnes évaluations présenteront au moins les deux caractéristiques fondamentales suivantes :

Premièrement, elles doivent s'inscrire dans une analyse succincte du fonctionnement des systèmes semenciers en vigueur et estimer en toute franchise combien importante était l'intervention déployée, ce par rapport à d'autres sources et formes de soutien semencier. Un exercice rapide et facile à accomplir consiste à choisir un échantillon d'agriculteurs et à examiner quelles semences ils ont semées et pourquoi : les résultats conduisent à une conclusion réaliste sur l'intérêt réel de l'intervention examinée.

Deuxièmement, chaque évaluation doit faire usage d'une fiche de suivi pour éviter la répétition des mêmes erreurs. Cette fiche consiste en une série de questions décisives dont voici quelques exemples : est-ce que les exploitants les plus démunis ont bénéficié de l'aide semencière ? (si oui, pourquoi ? sinon, pourquoi pas ?) Est-ce que le choix végétal proposé était adapté aux besoins ? (pourquoi, pourquoi pas ?) Est-ce que les agriculteurs ont semé une deuxième fois les nouvelles variétés qu'on leur a livrées ? (pourquoi, pourquoi pas ?)

Le coût d'un tel suivi est bien modeste, surtout si l'on l'estime par rapport aux fonds utilisés pour la mise en œuvre même de l'intervention. Le temps nécessaire au traitement de ces quelques questions ponctuelles se mesure en termes de quelques semaines. Il semble évident que si un investissement aussi modeste en argent et en temps s'avère un obstacle pour les organisations responsables de la mise en œuvre, celles-ci ne devraient pas intervenir au sein de systèmes d'exploitation vulnérables. Dans l'idéal, l'évaluation du soutien apporté aux systèmes semenciers devrait s'inscrire dans le cadre d'une évaluation plus globale de la situation économique et des moyens de subsistance de la région, mais il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que des équipes d'aide d'urgence puissent effectuer des analyses approfondies. C'est pourquoi nous proposons des méthodes pratiques et réalisables qui permettront d'avancer dans le domaine de l'évaluation de l'aide semencière... en laissant aux spécialistes le soin d'accomplir « idéal » (les évaluations plus détaillées)¹.

Élargissement du choix d'interventions semencières : Le renforcement des capacités au centre de l'attention

Le répertoire des réponses possibles pour aider les systèmes semenciers en état de crise aiguë s'est déjà agrandi, surtout pendant ces quatre dernières années – notons ici les foires semencières, les bons d'achats ou les dons en espèces, les foires axées sur les intrants et les moyens de subsistance, etc. D'autres activités ont déjà été lancées dans de nombreux pays : elles consistent à analyser et à

¹ Lors de la rédaction de la version anglaise de ce rapport, l'ONG américaine CRS avait déjà effectué des évaluations ex-post relatives aux foires semencières et bons d'achat de semences, en Gambie, en Éthiopie et au Zimbabwe. En outre, le CRS vient d'achever une méta-analyse de la démarche FS&BAS (Bramel et Remington, à paraître).

comparer ces diverses options et bénéficier du soutien de plusieurs agences donatrices (OFDA/USAID et l'ODI britannique en Éthiopie, par exemple). Malheureusement il arrive fréquemment que la réponse sélectionnée et mise en œuvre dans une situation donnée ne reflète aucunement la conduite d'une analyse préalable pour connaître le problème à résoudre (voir le paragraphe suivant sur l'évaluation des besoins) ; souvent elle représente au contraire les capacités spécifiques de l'organisation technique chargée de l'exécution de l'aide. Il faut donc d'urgence aider ces organisations à multiplier et diversifier leurs capacités d'intervenir pour que leurs réponses soient mieux adaptées aux circonstances réelles. Ceci nécessite un engagement de la part des bailleurs de fonds à accorder une attention prioritaire au renforcement des capacités de ces opérateurs de l'aide d'urgence – sans cela, les problèmes risquent de se répéter infiniment.

Le perfectionnement et la promotion de l'évaluation des systèmes de sécurité semencière (SSSA²).

La recherche se presse d'affiner les méthodes destinées à l'évaluation des systèmes de sécurité semencière et certains éléments fondamentaux peuvent être appliqués sans plus tarder. Les travaux de ces dernières années ont permis d'une part, de déterminer quels doivent être les mécanismes de distribution de semences prioritaires en période de crise aiguë (dans 90 % des cas, ce sont la production semencière propre des exploitants et les marchés locaux de semences et de graines) et, d'autre part, comment évaluer le fonctionnement de ces mécanismes, en examinant entre autres, leur niveau de fonctionnement et à qui ils sont destinés.

Citons par exemple un des principes énoncés dans le « Guide de l'évaluation des systèmes de sécurité semencière (SSSA) » (CIAT/CRS/CN, à paraître -- version anglaise), à savoir que « toute insuffisance au niveau de la production n'entraîne pas *ipso facto* une pénurie de semences ». L'exemple présenté au Tableau 5, qui s'inspire de données réelles observées en milieu agricole en Afrique de l'est, illustre clairement qu'il peut arriver que l'on perde la plus grande partie d'une récolte (en l'occurrence 88 % dans le cas du haricot et jusqu'à 99 % dans le cas du sorgho) sans que cela entraîne un manque absolu de graines de semence – à condition bien sûr que l'on puisse garder toute la récolte pour les semailles suivantes.

Nos connaissances actuelles relatives à l'importance des marchés locaux de graines et de semences contribuent à l'élaboration des guides « SSSA » et nous amènent à centrer notre attention non pas tant sur les semences que les agriculteurs tiennent en leur possession (leur propre production et leurs réserves à la ferme), que sur les sources de semences auxquelles ils peuvent avoir accès. L'analyse des marchés effectuée dans le cadre de l'« SSSA » s'appuie notamment sur deux paramètres essentiels : il faut d'une part prendre en considération – pour toutes les cultures – les différences existant entre les semences et graines vendues sur les marchés, et d'autre part, il faut représenter en termes spatiaux comment se recoupent les secteurs desservis par les marchés semenciers et les zones d'adaptation agro-écologiques. Dans tous les cas étudiés, l'on retrouve déjà les éléments d'un guide détaillé sur la réflexion « SSSA » et, dans les années à venir, il faudra favoriser l'application de ces évaluations axées sur la sécurité semencière – par opposition aux estimations chiffrées des besoins alimentaires. En effet, seule une expérience vérifiée en matière des systèmes de sécurité semencière nous permettra d'élaborer des solutions qui soient mieux adaptées et plus pertinentes.

² SSSA, abréviation de l'équivalent anglais « seed system security assessment », terme utilisé comme titre du guide élaboré conjointement par CIAT, le CRS et Care-Norvège (cf. Références).

Tableau 5. Le rapport entre la récolte (production domestique) et la semence requise pour les semailles prochaines (exemple théorique, Afrique de l'est)

Culture	Haricots	Sorgho
Superficie des exploitations	¼ ha	¼ ha
Densité de semis – par hectare	100	10
Besoin en semis par hectare ensemencé (¼ ha)	25 kg	2,5 kg
Taux de multiplication des semences	8	100
Récolte par superficie ensemencée (¼ ha)	200	250
% de la moisson requis pour les semailles	12,5	1,0

Source : SSSA Guide (CIAT/CRS/CN, à paraître)

Prise en compte des besoins chroniques, dès la conception d'une intervention d'aide d'urgence

Il nous reste d'attirer l'attention sur l'implication d'une de nos conclusions principales, à savoir que bon nombre des interventions déployées en réponse à des crises aiguës se déroulent en fait dans des contextes affectés par des pressions chroniques, où une partie de la population est continuellement vulnérable – généralement parce qu'elle vit dans l'indigence.

Dans un tel contexte, il importe que l'aide d'urgence agisse explicitement comme si elle était munie d'une lentille spéciale lui permettant d'anticiper les caractéristiques propres des conditions de stress chroniques. À tout le moins, il faut éviter les activités qui (a) risquent d'exposer les agriculteurs à des périls encore plus grands, et (b) sont susceptibles d'enrayer le fonctionnement de systèmes existants. Dans une optique plus positive, disons qu'il faut favoriser les interventions qui (a) non seulement allègent des pressions mais (b) visent de plus à renforcer les capacités propres des agriculteurs, à stimuler le bon fonctionnement de leurs systèmes d'exploitation et à promouvoir l'expansion économique de la région. Nous sommes aujourd'hui convaincus, grâce principalement aux connaissances acquises par l'étude des systèmes semenciers, que lorsqu'il y a un problème de sécurité semencière, il s'agit en fait rarement de semences – il s'agit presque toujours de pauvreté. Par conséquent, ceux qui mettent en œuvre les programmes de secours d'urgence se doivent dorénavant de tenir compte de ce lien avec la pauvreté... sans s'y dérober, même en périodes de crise.

Références bibliographiques.

Bramel, P. et T. Remington. (à paraître). CRS seed vouchers & fairs: An analysis of their use in Zimbabwe, Ethiopia and Gambia. Nairobi, Kenya: Catholic Relief Services.

CIAT/CRS/CN. (à paraître). Seed system security assessment (SSSA). Tool for use in emergency contexts. Cali, Colombie: Centre international de l'agriculture tropicale – CIAT (en association avec Catholic Relief Services et Care Norvège). (version préliminaire)

Ferguson, M. 2003. Assessment of the impact of the 2000 floods on crop diversity in Mozambique. Rapport final. Nairobi, Kenya: Plant Diversity and Genomics Center.

Longley, C., R. Jones, M.H. Ahmed, et P. Audi. 2001. Supporting local systems in Southern Somalia: A developmental approach to agricultural rehabilitation in emergency situations. AgRen Network Paper No. 115 (Juillet 2001). Londres, Royaume-Uni: Overseas Development Institute (ODI).

Sperling, L. 1997. The effects of the Rwandan war on crop production and varietal diversity: A comparison of two crops. In War and crop diversity, édité par L. Sperling. AgRen Network Paper No.75. Londres, Royaume-Uni: Overseas Development Institute (ODI).

Sperling, L. 2002. Emergency seed aid in Kenya: Some case study insights on lessons learned during the 1990's. Disasters 26(4):329–342.

Sperling, L. et D. Cooper. 2003. Understanding seed systems and strengthening seed security. Documentation d'appoint préparé pour l'atelier de travail intitulé « Effective and Sustainable Seed Relief: A Stakeholder Workshop », Rome, 26–28 mai 2003. Rome, Italie: Organisation des Nations-unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Tripp, R. et D. Rohrbach. 2001. Policies for African seed enterprise development. Food Policy 26(2):147-161.

Matières incluses dans le volume intégral (en anglais)

Les versions anglaises sont publiées sur le site web du CIAT, à l'adresse suivante :
<http://www.ciat.cgiar.org/africa/seeds>
(180 pages, approximativement 2 MB)

Overview of Findings and Reflections

Louise Sperling, Tom Remington, Jon M. Haugen

Drought, Civil Strife, and Seed Vouchers & Fairs: The Role of the Trader in the Local Seed System

Steve Walsh, Jean-Marie Bihizi, Christophe Droeven, Bonaventure Ngendahayo, Balthazar Ndaboroheye, Louise Sperling

Seed Vouchers & Fairs and Agrobiodiversity in Western Uganda

Robbert P. van der Steeg, Tom Remington, Mikkell Grum, Emilly Kemigisha

Comparison of Seed Vouchers & Fairs and Direct Seed Distribution: Lessons Learned in Eastern Kenya and Critical Next Steps

Michael Makokha, Paul Omanga, Anne Onyango, Jane Otado, Tom Remington

The Use of Informal Seed Producer Groups for Diffusing Root-Rot Resistant Varieties during

Periods of Acute Stress

Reuben Otsyula, Gideon Rachier, Nashon Ambitsi, Roselyn Juma, Christine Ndiya, Robin Buruchara, Louise Sperling

The Case of Cassava Brown Streak Disease in Coastal Areas of Northern Mozambique

Leif Tore Trædal, Trygve Berg

Relief Seed Assistance in Ethiopia

Paula J. Bramel, Sigrid Nagoda, Jon Magnar Haugen, Dereje Adugna, Taye Dejene, Tesfaye Bekele, Leif Tore Trædal

A Review of Seed Security Strategies in Malawi

M. Alexander R. Phiri, Rowland Chirwa, Jon Magnar Haugen

Relief Seed Assistance in Zimbabwe

Paula J. Bramel, Tom Remington

Projet intitulé « Seed Systems under Stress » (systèmes semenciers en état de stress)

CIAT-Afrique

Centre international de l'agriculture tropicale/programme axé sur l'Afrique.

B.P. 6247

Kampala, Ouganda

Téléphone : +256 (41) 567 670

Télécopie : +256 (41) 567 635

M.él./courriel : ciatuga@imul.org ou bien l.sperling@cgiar.org

Site Web : <http://www.ciat.cgiar.org/africa/seeds.htm>

Catholic Relief Services

B.P 49675-00100

Nairobi, Kenya

Téléphone : +254 375 0787

Télécopie : +254 374 1356

M.él./courriel : tremington@crsearo.org

Site Web : <http://www.catholicrelief.org>

CARE Norvège

Universitetsgaten 12

0164 Oslo, Norvège

Téléphone : +47 (22) 99 26 00

Télécopie : +47 (22) 99 2601

M.él./courriel : care.norge@care.no

Site Web : <http://www.care.no>

ISBN: 958-694-071-3